



pour dénoncer l'attitude belliciste du régime expansionniste marocain ». Le front, qui avait annoncé le 21 dans un communiqué à Alger une offensive militaire marocaine sans précédent au Sahara occidental, a estimé que le roi du Maroc « défie la communauté internationale qui vient d'entériner à l'ONU le plan de paix de l'OUA » et qu'il « opte pour l'escalade militaire ». Selon M. Fadel Ismail : « Le gouvernement français qui a participé au vote unanime du plan de paix de l'OUA à l'ONU est tenu d'assumer ses responsabilités, vis-à-vis de l'attitude anti-paix du roi du Maroc ».

## TUNISIE

### Emeutes

Le 2 janvier, les autorités ont officiellement annoncé que des émeutes dans le Sud avait fait 4 morts et un nombre indéterminé de blessés : « Des troubles et des manifestations ont éclaté le 29 décembre sur la voie publique dans les régions de Kébili, El-Hamma, Kasserine et Gafsa. Ces incidents provoqués par des chômeurs, des oisifs et des éléments hostiles ont donné lieu à des violences graves, des actes de pillage et des atteintes à des biens publics et privés, ce qui a nécessité l'intervention des forces de l'ordre pour faire face aux éléments nuisibles et limiter les dégâts... Les forces de l'ordre ont réussi à maîtriser la situation. On déplore 4 morts et des blessés parmi les forces de l'ordre et la population. La justice a entrepris une enquête pour déterminer les causes et les circonstances à l'origine des dommages corporels et matériels ».

Les troubles ont atteint ce jour-là l'important port de Gabès, à 400 km au Sud de Tunis, après avoir désorganisé la ville de Gafsa, à 150 km à l'intérieur des terres. Des magasins ont été pillés et des attroupements ont été dispersés par les forces de l'ordre.

La population du Sud tunisien manifestait contre le doublement des prix du pain et de la semoule.

• L'état d'urgence a été décrété sur l'ensemble du territoire et le couvre-feu a été instauré de 17 h GMT à 04 h 00 GMT. Le décret l'instaurant a été adopté le 31 décembre par le président Bourguiba.

Ce jour-là, la situation a continué de se dégrader à Tunis et dans l'intérieur du pays, où les manifestations violentes qui se sont poursuivies durant toute la journée auraient fait au moins une vingtaine de morts, selon des sources officielles. A Tunis, les forces de l'ordre ont ouvert le feu pour la première fois avec leurs armes individuelles lors d'affrontements avec les manifestants qui ont pris l'ampleur d'une véritable émeute, incitant le ministère de l'Intérieur à lancer un appel au calme à la population. L'armée, qui avait sorti des véhicules blindés armés de mitrailleuses légères et avait pris position aux points névralgiques de la capitale, et la police, étaient engagées en début de soirée sur de multiples fronts, à la fois à Tunis et dans sa banlieue, face aux manifestants, souvent très jeunes, qui protestaient contre les récentes hausses des prix du pain et des céréales. Plusieurs autobus et des dizaines de voitures ont

été incendiés dans les quartiers résidentiels.

Des manifestations et des affrontements étaient également signalés un peu partout, le soir, dans les banlieues de Tunis, aussi bien dans les quartiers résidentiels que dans les cités ouvrières et aux abords des facultés.

Selon des informations en provenance de plusieurs villes, la situation semblait également se dégrader rapidement à l'intérieur du pays, et notamment dans le Sud. Des affrontements ont éclaté de nouveau le 3 à Gafsa. L'envoyé spécial de l'AFP à Gabès signalait que des tirs avaient toujours lieu dans la ville où des chars patrouillaient. La ville de Kef, à 180 km à l'Ouest de Tunis, près de la frontière algérienne, a été ravagée par des émeutes ; le palais de justice et les super-marchés ont brûlé, entre autres, selon les informations parvenues de cette région. Sfax, la seconde ville du pays, à 250 km au Sud de Tunis, a été atteinte par les troubles en même temps que Tunis et des affrontements violents se seraient déroulés dans la ville. Selon d'autres informations, les villages entourant les grandes villes atteintes par les émeutes, auraient été, eux aussi, le théâtre de manifestations. Les liaisons ferroviaires et la circulation routière entre la capitale et les villes du Sud étaient par ailleurs toujours sérieusement perturbées tandis que le service de trains entre Sfax et Gabès était interrompu.

A la tombée de la nuit du 3 janvier, alors que d'épaisses fumées noires couvraient le ciel de la capitale, habituellement grouillante de monde, prenait l'allure d'une ville morte, avant même que les autorités n'aient décrété officiellement le couvre-feu. Les rues désertes étaient parcourues par des patrouilles motorisées des forces de l'ordre tandis que les hélicoptères survolaient en une grande ronde incessante l'agglomération.

Jusqu'à l'épargnée par les émeutes, Tunis a été comme prise au dépourvu. Dès les premières heures de la journée, des manifestants, pour la plupart des jeunes, ont fait irruption en plusieurs endroits de l'agglomération tunisoise, renversant sur leur passage des voitures et brisant les devantures des magasins. Sur l'avenue Bourguiba, des policiers nerveux, visiblement débordés par ces manifestations spectaculaires, ont été aperçus par des témoins faisant usage de leurs armes individuelles et de grenades lacrymogènes pour contenir les manifestants qui s'approprièrent à envahir l'une des grandes artères de la capitale. Un appartement a été incendié dans ce secteur, selon des témoins. Les émeutes les plus violentes semblent s'être produites à proximité du campus universitaire, situé à la périphérie nord de Tunis. Selon des témoignages, les étudiants ont mis le feu à de vieux pneus et à des poutres en bois destinées au futur métro de la capitale avant de se heurter à la police. Des autobus ont également été incendiés.

Face à cette brusque remontée de la tension, le président Bourguiba, qui avait quitté Tunis le matin pour Monastir, sa ville natale, pour y préparer les festivités du cinquantenaire du parti au pouvoir, a regagné Tunis le soir.

• Le 4 janvier, la situation était calme dans l'ensemble en début d'après-midi à Tunis, quadrillée par l'armée après les violentes émeutes de la veille. La vie était quasi-normale vers 13 h GMT dans la capitale si l'on exceptait la présence de blindés stationnés dans les grandes artères et aux principaux carrefours, et les traces de violences de la veille. Des équipes de pompiers étaient au travail en divers points de l'agglomération pour y noyer les derniers incendies allumés par les émeutiers. Des escarmouches isolées entre de petits groupes de manifestants et les forces de l'ordre étaient cependant signalées en quelques endroits de la grande banlieue, notamment au Kram, près de Carthage, à 15 km au Nord-Est de Tunis, et dans une cité ouvrière du Bardo, sur la route de Mateur, au Nord-Ouest de Tunis.

En revanche, le grand port de Sfax, deuxième ville de Tunisie, entièrement quadrillé par l'armée et la police, donnait l'impression d'une ville morte, a constaté l'envoyé spécial de l'AFP.

• Le 6 janvier, le président Bourguiba a ordonné la libération de tous les Tunisiens arrêtés lors des émeutes qui ne sont pas coupables de vols, de pillages ou de déprédations.

• Le président Bourguiba a décidé de dissoudre la préfecture de police du district de Tunis. Les attributions de cet organisme, créé le 4 avril 1983, seront rattachées à la direction générale de la police nationale. D'autre part, le président a nommé le colonel Habib Ammar au poste de commandant de la garde nationale en remplacement de M. Ameer Ghérida, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur.

• Début janvier, dans le golfe d'Hamamet, plusieurs bâtiments soviétiques étaient regroupés : le croiseur nucléaire lance-missiles Kirov, un bateau de commandement et de soutien logistique, numéro 940, de type Don, un pétrolier et un destroyer lance-missiles de type Kashin, lequel avait fait escale à Annaba (Algérie) du 27 au 29 décembre.



Blindé Panhard AML-90 F1 (France) des forces armées tunisiennes

• Le 6 janvier, le président Bourguiba a annoncé sa décision d'annuler toutes les augmentations des prix du pain et des produits céréaliers de base à l'origine d'une semaine d'émeutes dans tout le pays depuis le 29 décembre.

• Le 6 janvier, le Premier ministre Mohamed Mzali a estimé, après l'annulation du doublement du prix du pain, que c'était un « signe de sincérité du gouvernement » de reconnaître qu'il a peut-être trop surestimé la capacité du peuple tunisien à accepter ces économies et ces sacrifices pour renforcer l'économie ». Dans une interview diffusée par Radio-France-internationale, après l'intervention télévisée du président Bourguiba, M. Mzali a déclaré qu'il pensait que « ça ne passait pas et que le président était seul capable de redresser la situation ». « Mais en tout état de cause », a poursuivi M. Mzali, « il fallait d'abord sécuriser les gens et leur montrer que l'Etat était là. Il fallait rétablir l'ordre dans la rue et après rétablir l'ordre dans les cœurs, et seul le président Bourguiba était capable de cela ».

• Le 6 janvier, le couvre-feu a été réduit de trois heures pour être ramené à huit heures, de 20 h à 04 h sur l'ensemble de la Tunisie.

• Un commando armé de quatre hommes venant de Libye a fait sauter dans la nuit du 7 au 8 janvier l'oléoduc reliant les champs pétroliers algériens d'Ain-Amenas au port pétrolier de la Skhira. L'explosion a eu lieu à deux kilomètres de la frontière tuniso-libyenne, dans l'Extrême-Sud, près de la localité d'Hanchir El Bassassa. Le ministre des Affaires étrangères a adressé une note aux autorités libyennes. Une enquête effectuée sur place par une patrouille de l'armée a établi que le commando avait déchargé une caisse d'explosifs le long de l'oléoduc, qui a explosé sur une longueur de quatre mètres et a pris feu. L'incendie a été maîtrisé le 8 janvier dans l'après-midi, après que des contacts avec les responsables algériens eurent permis de stopper l'écoulement du pétrole.

La société algérienne Sonatrach a pris toutes les dispositions nécessaires pour dévier vers les ports algériens les quantités de pétrole précédemment destinées à être acheminées par la Tunisie, après la rupture de l'oléoduc.

• Le 24 décembre, le Ionian Glory, l'un des cinq ferry-boats grecs qui ont participé à l'évacuation des combattants palestiniens de Tripoli (Liban), est